

# CE GOUVERNEMENT ET LE DG VEULENT NOUS FAIRE LA PEAU...

## Les agents répondent : « RÉSISTANCE ! »

La réunion du 20 mars avec le secrétaire d'État Olivier Dussop, n'a apporté aucune information réellement nouvelle en termes de « géographie revisitée », et encore moins en ce qui concerne l'emploi à la DGFIP. On nous joue de la flûte !

Le ministre de l'action et des comptes publics Gérard Darmanin, sera-t-il plus loquace pour exposer le plan de destruction de la DGFIP lors de la réunion du 26 mars ?

Le directeur général, Bruno Parent, à l'occasion du Comité Technique de Réseau du 29 mars, nous prendra-t-il à son tour pour des guignols ?

Une chose est sûre, pour nous faire entendre, notre mobilisation doit être à la hauteur !



### Jeudi 28 mars

## TOUTES ET TOUS EN GRÈVE À LA DGFIP ! TOUTES ET TOUS EN MANIFESTATION NATIONALE À PARIS !

Les premières estimations avancent, pour la DGFIP, des suppressions d'emplois entre 18 000 et 25 000 (pour 16 000 départs à la retraite) d'ici 2022 !

Explosion des structures, suppressions massives de sites, regroupements de services, travail à distance, relocalisations dans quelques « bassins » péri-urbains, fin de l'accueil hormis dans quelques maisons de service au public (MSAP), tous les services seront touchés. C'est la mobilité « non-choisie », jusqu'à de possibles mises à disposition auprès d'entreprises privées en cas de restructurations (projet de loi de transformation de la Fonction Publique). En cas d'externalisation, ce sera le détachement d'office !

Extension des agences comptables, projet d'agence du recouvrement fiscal et social, « relation de confiance » mettant à mal l'existence même du contrôle fiscal, projet d'une agence du contrôle des entreprises, transfert programmé de la mission topographique à l'IGN, maisons de services au public et tout internet, travail à distance, etc : le dépeçage de notre administration centrale à réseau déconcentré est en marche...

Non seulement nos salaires sont bloqués mais le gouvernement veut imposer une gestion RH par masses salariales et différenciée entre les trois versants de la Fonction publique. Ce serait alors la fin des mesures générales de revalorisation du point d'indice. Et ce n'est pas une faible prime de 200 euros pour seulement une partie des agents qui nous fera taire !

**Dans la foulée du 28 mars, réunissons-nous en AG, HMI, etc, pour décider des actions à poursuivre (grèves, blocages, occupations, envahissements de réunions, rassemblements...).**

Face au gouvernement et au directeur général, seule la mobilisation massive des agents permettra de stopper cette entreprise de casse généralisée, pour faire avancer nos revendications :

- ➔ **Le plan « déconcentration de proximité » (ex-« géographie revisitée ») doit être abandonné !**
- ➔ **Le démembrement de la DGFIP doit être stoppé !**
- ➔ **Il faut arrêter les suppressions d'emplois, il faut embaucher sous statut à la hauteur des besoins des services !**
- ➔ **Défendons nos statuts et faisons tomber le projet « transformation de la Fonction Publique » !**
- ➔ **Nos rémunérations, et en priorité la part salariale, doivent être augmentées !**

